

Communiqué de presse

Mobilisation sociale : le SNES-FSU met en garde le gouvernement et appelle les personnels de l'Éducation Nationale à entrer en action.

Le mouvement social grandissant que connaît actuellement le pays, parti de la contestation d'augmentation de taxes, s'est élargi et laisse place à l'expression d'une colère en germe depuis longtemps. Le mouvement des « gilets jaunes », en dépit de son hétérogénéité, fait émerger des revendications partagées sur les salaires et la fiscalité, l'accès de tous aux services publics. La réponse faite aujourd'hui de « moratoire de 6 mois » sur les taxes n'est pas à la hauteur des enjeux.

Les lycéens, appelés vendredi à une journée d'action contre la réforme du bac et du lycée, le service national universel, ont réussi à mobiliser et entendent poursuivre. La situation est tendue, des violences ont éclaté. Le gouvernement prendrait de gros risques en répondant d'abord par le sécuritaire. Le SNES-FSU dénonce les violences et la répression du mouvement lycéen. Le gouvernement a la responsabilité de faire baisser le niveau de tension.

Le mépris affiché pour les corps intermédiaires, la minoration constante des mouvements sociaux et la mise en place de réformes aggravant les inégalités ont conduit à la situation d'aujourd'hui.

Le SNES-FSU appelle les personnels à des assemblées générales partout dans les établissements pour débattre de la situation et des modalités d'action. Il agira aux côtés des lycéens pour que les revendications soient entendues et que la réforme du lycée ne s'applique pas à la rentrée 2019, que le budget de l'EN soit revu. Un préavis de grève court sur toute la période.

En ce qui concerne la Fonction publique, nous appelons le gouvernement à revenir sur ses projets désastreux (suppressions de postes, missions revues à la baisse, etc.).

Dans ce cadre, la participation aux élections professionnelles sera importante. Le taux de participation à cette heure dans l'Éducation Nationale est autour de 25 % en raison de difficultés pour voter. Là encore, le Ministère de l'Éducation Nationale porte une lourde responsabilité dans les dysfonctionnements de la solution de vote en ligne, le SNES-FSU appelle la profession à ne pas se laisser déposséder de son expression en votant massivement d'ici jeudi.

Il est grand temps de changer de politique et donner à tous les jeunes les moyens de réussir, permettre aux personnels de travailler dans de bonnes conditions et augmenter les salaires.

Le 19 décembre, jour du Comité technique ministériel – qui donne les dotations de rentrée aux académies – et du Conseil supérieur de l'Éducation – qui examinera les programmes du lycée, **le SNES-FSU appelle à des mobilisations dans toute la France. Nous ferons la vérité sur la politique éducative et remettons au ministre de l'Éducation les expressions des établissements. Ce sera aussi l'occasion d'exposer les revendications de la profession dans le cadre d'une protestation plus large contre une politique à courte vue qui détruit les services publics, malmène la jeunesse, met à mal les solidarités.**